

Pacte Mondial des Nations Unies - GLOBAL COMPACT

COMMUNICATION SUR LE PROGRES 2017

SBE FRANCE



S.B.E. France – S.A. à directoire et conseil de surveillance au capital de 240 000€ - Siège social : 1, Boulevard de la liane 62360 Saint Léonard France
RCS BOULOGNE DUR MER B 402 293 450



SBE FRANCE

Z.I. de la liane Sud – BP 439
62206 Boulogne sur mer Cedex
Tél : +33 (0)3 21 87 72 00
Fax : +33 (0)3 21 87 72 01
<http://www.sbe-online.com/>

Objet : Pacte Mondial des Nations Unies - Communication sur le progrès 2017

Renouvellement de l'engagement de SBE France :

En 2017, SBE France renforce sa stratégie en termes de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise. Le travail collégial de l'équipe managériale et l'implication de l'ensemble du personnel autour ce projet ont permis des avancées notables. En effet, l'intégration des Dix Principes du Pacte Mondial des Nations Unies dans la stratégie, la culture et les opérations quotidiennes avec régularité ont permis d'affirmer l'attachement de tous à ces valeurs.

Comme nous nous y sommes engagés, cette Communication sur le Progrès fait état des actions pratiques mises en place et planifiées dans le cadre de l'intégration des « Dix Principes », d'une mesure des résultats des actions entreprises. SBE France promeut aussi de façon générale le Pacte Mondial vers ses sous-traitants en leur demandant de signer l'engagement contractuel RSE fournisseurs.

Aussi, nous souhaitons confirmer par ce document que notre entreprise renouvelle officiellement son engagement à poursuivre son adhésion au Pacte Mondial, à soutenir les Dix Principes du Global Compact des Nations Unies : le respect des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, de la protection de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Hervé BESEME', with a long horizontal stroke extending to the right.

Hervé BESEME

Président du Directoire SBE FRANCE

LES 10 PRINCIPES

Droits de l'Homme

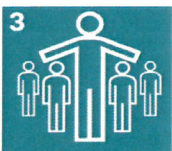


Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme.

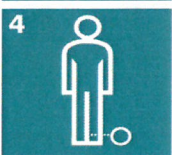


Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme.

Normes internationales du travail



Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

LES 10 PRINCIPES

Environnement



Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.



Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.



Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption



Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

LES 10 PRINCIPES

Droits de l'Homme



Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme.



Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme.

SBE France compte plus de 500 salariés en France. Les femmes représentent 61% du total des salariés. 12% des salariés ont fait le choix du temps partiel.

SBE France supporte et respecte la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et s'engage à ne pas se rendre complice de violation des droits de l'homme. SBE France promeut ces principes auprès de ses fournisseurs et partenaires.

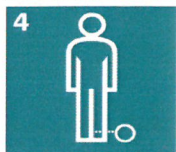
SBE poursuit sa politique volontariste en matière de RSE depuis de nombreuses années. Sa certification OHSAS-18001, attribuée initialement en juin 2009, et reconduite tous les 3 ans, a été confirmée suite à l'audit de suivi n°2 de juin 2017. Les groupes de travail organisés sur les thèmes de la prévention sont poursuivis et contribuent à cette dynamique.

LES 10 PRINCIPES

Normes internationales du travail



Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

SBE France respecte l'organisation du dialogue social : les procédures d'information et de consultation du personnel, de négociation ainsi que les accords collectifs. Le CHSCT est informé et consulté régulièrement sur toute évolution concernant l'hygiène, la sécurité ou les conditions de travail des salariés. Les négociations avec les partenaires sociaux se font dans le respect des exigences légales qui permettent le respect de la libre association et le droit de négociation collective.

Le dialogue social présent permet aussi d'empêcher l'apparition de toute forme de travail forcé ou obligatoire, du travail des enfants, et contribue à l'élimination de la discrimination.

SBE a pris des mesures concrètes en faveur de l'égalité et de la non-discrimination :

- S'assurer d'une cohérence entre les postes tenus et les coefficients
- Faire évoluer les femmes Agents de Maîtrise et celles ayant le potentiel de le devenir (coefficient et salaire)
- Vérifier dans cette optique les évolutions d'échelon dans la grille de classification des niveaux,
- Promouvoir et accompagner l'accès des femmes aux postes d'encadrement
- Continuer les groupes de travail sur les TMS afin de réduire le nombre d'inaptitude
- Signature de sous-traitants de l'engagement RSE incluant ces aspects.

LES 10 PRINCIPES

Environnement



Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.



Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.



Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

SBE France s'est engagé dans le développement durable depuis sa création avec l'intégration des activités de réparation et de rénovation de produits électroniques. La certification iso 14001 en septembre 2002 a pu confirmer cet engagement en matière de protection environnementale.

Les nombreuses initiatives mise en place ont permis de donner à plus de 1 million de produits par an une seconde vie après la réparation. Le développement des techniques de réparation et de rénovation a permis d'optimiser la consommation de pièces détachées. Mais SBE s'engage aussi en matière de consommation de matières premières, d'énergie, d'eau : Réduction de la consommation de papier de 14 %, des consommables d'impression de 11%, réduction de la consommation d'électricité de 7,58%, réduction de la consommation d'eau de 16.61%.

SBE favorise l'utilisation de matériaux d'emballage recyclables et diffuse ces emballages vers l'ensemble de ses clients. Par exemple, les clients ont ainsi la possibilité d'utiliser à nouveau ces emballages qualitatifs fournis pour retourner d'autres produits à réparer vers SBE France, ou d'utiliser une filière de recyclage standard du carton présente partout en France.

SBE a amélioré son taux de recyclage des déchets de 2 % en 2016 après une progression de 5% en 2015, toujours avec le support des organismes français reconnus par les autorités.

LES 10 PRINCIPES

Lutte contre la corruption



Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Le principe de conduite des affaires de SBE France rappelle à l'ensemble des salariés la ligne de conduite à tenir par rapport au risque de corruption. Tout salarié a la responsabilité de se conformer aux exigences. Plusieurs démarches sont proposées en cas de constat de violation de des règles, permettant une anonymisation du constat pour la protection de lanceur d'alerte.